

En 2021, la consommation des ménages rebondit mais reste en deçà de sa tendance d'avant-crise

Insee Première • n° 1908 • Juin 2022



En 2021, la dépense de consommation finale des ménages rebondit de 5,2 % en volume après avoir connu une chute historique de 6,7 % en 2020 en raison de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19. À l'exception des dépenses alimentaires qui reculent, tous les postes de consommation progressent. Les dépenses en hôtellerie et restauration, en transports, en habillement et chaussures ou en loisirs et culture affichent un net rebond mais leurs niveaux restent sur l'année inférieurs à la tendance des années précédentes. Au contraire, les dépenses en santé, en forte augmentation qu'elles soient directement financées par les ménages ou prises en charge par les administrations publiques, se situent au-dessus de la tendance d'avant-crise.

Dans le même temps, le pouvoir d'achat des ménages progresse (+ 2,3 %, après + 0,2 % en 2020), porté par l'augmentation du revenu disponible brut de 4,0 %, et en dépit de la montée des prix à la consommation (+ 1,6 %) sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie. Le taux d'épargne des ménages baisse de 2,3 points mais reste à un niveau beaucoup plus élevé qu'avant-crise.

En 2021, la **dépense de consommation finale des ménages** rebondit de 5,2 % en volume, après une chute historique de 6,7 % en 2020, mais elle reste en moyenne sur l'année en deçà de sa tendance d'avant-crise ► **figures 1 et 2**, ► **méthodes**. Cette franche reprise, très largement liée à l'amélioration de la situation sanitaire, reste partielle en raison de l'impact encore significatif cette année de la Covid-19 sur l'économie (situation épidémique, restrictions sanitaires, difficultés d'approvisionnement). La dépense de consommation finale des ménages contribue pour + 2,7 points à l'évolution du produit intérieur brut (PIB), également en rebond (+ 6,8 % après - 7,8 %). La **consommation effective des ménages**, incluant les dépenses directement financées par la collectivité, est en plus forte augmentation encore (+ 6,0 %). En effet, la dépense de **consommation individualisable** des administrations publiques (APU), qui comprend notamment les tests et les vaccins contre la Covid-19, croît fortement (+ 8,4 %).

Les dépenses en produits alimentaires reculent, mais restent élevées

Alors que la dépense de consommation des ménages s'est reprise, la consommation en produits alimentaires, stimulée en 2020 par les confinements et le télétravail, fait

exception. Avec le retour de la restauration hors du domicile, la dépense en produits alimentaires diminue de 1,2 % en volume (après une hausse de 4,5 % en 2020). Pour l'ensemble des sous-postes de dépense, la consommation recule, à quelques rares exceptions comme celle des pains et céréales (+ 7,5 % après + 1,9 %). Un certain nombre de produits de base et de conservation sont moins consommés (farine, riz, pâtes, lait, fromages ou œufs) traduisant un recul du « fait maison » qui avait prévalu en 2020. Les dépenses en fruits et légumes ou en viandes baissent également (respectivement - 4,0 % et - 4,6 %). En moyenne sur l'année, les dépenses en produits alimentaires restent cependant à un niveau légèrement supérieur à leur tendance d'avant-crise (+ 3 points en volume). Le retour à la normale n'est que partiel, car certains établissements de la restauration hors du domicile ont encore été fermés une partie de l'année et de nouvelles habitudes prises par les ménages en 2020 perdurent en lien avec le télétravail. En particulier, les dépenses des ménages en poissons et crustacés, qui baissent peu (- 0,9 %, après + 4,1 % en 2020 et - 3,2 % par an sur la période 2015-2019), restent très nettement supérieures à leur tendance d'avant-crise (+ 13 points). Alors que la hausse soutenue de 2020 était portée par les produits de conservation, notamment les produits congelés, les ménages se tournent davantage en 2021 vers le poisson frais et les produits à base de poisson cru comme les sushis.

La consommation en boissons à domicile continue de croître en 2021, plus particulièrement pour les boissons alcoolisées (+ 1,5 %, après + 2,1 % en 2020). Les dépenses en champagne connaissent un fort rebond (+ 10,1 % après - 21,0 %) avec le retour de moments conviviaux. La consommation en bière reste assez soutenue (+ 4,3 % après + 11,6 %). À l'inverse, la dépense de consommation en vin recule (- 1,8 %, comme en 2020).

Les dépenses liées au logement sont globalement sur leur tendance

Les dépenses de logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles progressent en 2021 en volume (+ 2,5 % après + 0,2 %). Les **loyers réels et imputés** augmentent à un rythme plus soutenu qu'en 2020 (+ 1,5 % après + 1,0 %) mais équivalent à celui des années précédant la crise (+ 1,7 % par an sur la période 2015-2019). Les dépenses des ménages en chauffage et éclairage ont, elles, particulièrement augmenté (+ 3,9 %, après - 0,3 % en 2020 et + 0,4 % par an sur la période 2015-2019). La consommation d'énergie est poussée à la hausse en 2021 par des températures en moyenne plus fraîches qu'en 2020. Les prix de l'énergie progressent fortement, particulièrement ceux du gaz (+ 21,4 % après - 10,1 %).

Par ailleurs, les dépenses en services d'entretien et de réparation du logement rebondissent (+ 12,2 % après - 7,5 %). Depuis la crise, les ménages passent plus de temps chez eux et effectuent des travaux pour

améliorer leurs logements. L'activité bénéficie également d'un effet rattrapage avec des travaux repoussés en 2020 et d'aides gouvernementales, en particulier dans le domaine de la rénovation énergétique.

Une reprise inégale des dépenses selon les modes de transport

La dépense en transports rebondit en 2021 (+ 11,3 % en volume après - 20,6 %). Les dépenses en carburants et lubrifiants sont particulièrement à la hausse (+ 18,2 % après - 17,0 %) et retrouvent presque leur tendance d'avant-crise (- 3 points). Les dépenses en services de transport progressent fortement (+ 21,8 % après - 49,2 %). Elles restent toutefois très en deçà de leur tendance d'avant-crise (- 42 points), dans une amplitude différente selon le mode de transport : air (- 66 points), eau (- 59 points), rail ou route (- 26 points chacun).

Les dépenses des ménages en véhicules stagnent en moyenne sur l'année (+ 0,3 %, après - 18,0 % en 2020), avec des situations variées selon le type de véhicule. Les achats d'automobiles reculent légèrement (- 0,7 % après - 20,0 %), gênés notamment par les difficultés de production et d'approvisionnement. Les achats de motos, moins consommateurs de composants électroniques, se redressent (+ 9,5 % après - 3,0 %). Ceux de vélos continuent d'augmenter fortement (+ 10,9 %, après + 23,9 % en 2020). Dans le contexte de la crise sanitaire, l'évitement des transports en commun a pu favoriser la vente des deux roues en 2021. Par ailleurs, la croissance des prix des matières premières, des carburants et des composants électriques a induit une forte augmentation des prix des dépenses en transports (+ 4,4 % après - 1,9 %).

Les dépenses d'hébergement et de restauration en deçà de leur tendance d'avant-crise

À la faveur de la réouverture des établissements et dans un contexte de mise en place du « pass sanitaire », les dépenses en hébergement et restauration progressent fortement en volume (+ 15,2 %) après avoir plongé en 2020 (- 34,0 %). Le niveau reste cependant éloigné de sa tendance d'avant-crise (- 28 points). Les dépenses en restaurants et services de restauration progressent de 16,9 % (après - 33,6 % en 2020) mais restent moins vigoureuses que les achats de sandwiches (+ 29,9 % après - 14,3 %) par exemple dont la hausse est soutenue par les contraintes sanitaires pesant sur la restauration à table. L'activité des services de traiteurs progresse (+ 27,9 %, après - 42,2 % en 2020) mais reste loin de sa tendance d'avant-crise (- 33 points) malgré la hausse du nombre de réceptions organisées. Les dépenses de cantine peinent à retrouver le niveau de leur tendance passée (- 15 points) en raison du télétravail et des contraintes sanitaires de distanciation.

Les dépenses des ménages en services d'hébergement progressent aussi en 2021 (+ 17,2 % après - 40,7 %) mais sans retrouver en niveau leur tendance d'avant-crise. Les terrains de campings et parcs pour caravane

► 1. Évolution de la consommation des ménages par fonction

	Poids dans la valeur de la consommation effective en 2021 (en %)	Évolution en volume (en %)			Évolution en prix (en %)			Écart à la tendance 2015-2019 en volume en 2021 (en pts)	Valeur 2021 (en milliards d'euros)
		Moyenne annuelle 2015 à 2019	2020	2021	Moyenne annuelle 2015 à 2019	2020	2021		
Consommation effective des ménages, dont :	100,0	1,4	- 6,5	6,0	0,7	2,9	0,9	- 4	1 720,0
Dépense de consommation des ménages	73,5	1,5	- 6,7	5,2	0,8	0,9	1,6	- 4	1 264,8
Alimentation et boissons non alcoolisées	10,3	0,3	4,3	- 1,1	1,4	2,2	0,6	2	176,8
Produits alimentaires, dont :	9,4	0,2	4,5	- 1,2	1,4	2,5	0,7	3	162,0
Pain et céréales	1,9	2,7	1,9	7,5	0,5	0,9	0,4	4	32,2
Viandes	2,2	- 1,6	5,3	- 4,6	1,1	3,0	0,9	4	38,0
Poissons et crustacés	0,5	- 3,2	4,1	- 0,9	3,1	3,0	0,4	13	8,9
Lait, fromages et oeufs	1,3	0,5	6,5	- 3,0	0,5	0,7	0,2	2	22,4
Fruits et légumes	2,2	0,6	4,3	- 4,0	3,5	5,3	1,7	0	37,3
Boissons non alcoolisées	0,9	1,5	3,2	0,5	0,5	- 0,1	- 0,2	0	14,8
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	3,1	- 1,0	1,3	- 1,6	3,0	6,7	3,1	2	52,7
Boissons alcoolisées	1,3	0,1	2,1	1,5	1,1	0,5	0,8	3	22,7
Tabac	1,5	- 3,0	- 0,1	- 5,4	5,4	13,7	5,5	2	25,5
Articles d'habillement et chaussures	2,4	0,0	- 17,0	9,5	- 0,2	- 0,5	0,9	- 8	41,0
Articles d'habillement	1,9	0,0	- 17,4	8,7	- 0,2	0,1	0,8	- 9	32,3
Chaussures	0,5	0,1	- 15,4	12,7	0,1	- 2,5	1,1	- 5	8,7
Logement, chauffage, éclairage, dont :	20,4	1,3	0,2	2,5	0,7	0,4	2,1	1	351,5
Loyers ¹	14,6	1,7	1,0	1,5	0,3	0,6	0,8	0	251,1
Entretien et réparation des logements	1,3	0,6	- 7,5	12,2	1,5	1,4	2,3	2	21,7
Chauffage, éclairage	3,5	0,4	- 0,3	3,9	2,2	- 1,0	8,6	4	60,5
Équipement du logement	3,6	1,8	- 0,8	5,5	- 1,0	- 0,2	2,7	1	62,6
Santé, dont :	3,2	1,4	- 6,5	17,5	- 0,4	1,1	- 3,4	8	54,3
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	1,2	2,3	- 1,7	17,4	- 1,7	2,1	- 8,3	11	21,3
Médecine non hospitalière	1,5	1,0	- 8,9	19,4	0,6	0,5	- 0,6	7	25,7
Transport, dont :	9,4	2,7	- 20,6	11,3	0,9	- 1,9	4,4	- 17	161,8
Achats de véhicules	2,1	4,1	- 18,0	0,3	0,4	0,5	1,0	- 24	37,0
Carburants, lubrifiants	2,3	0,5	- 17,0	18,2	1,3	- 10,7	12,6	- 3	40,3
Services de transports	1,2	2,6	- 49,2	21,8	0,7	0,0	4,5	- 42	20,6
Communications	1,9	2,9	1,9	3,5	- 2,7	- 0,4	1,5	1	31,8
Loisirs et culture, dont :	5,7	1,7	- 11,6	7,4	0,2	0,4	1,1	- 8	97,3
Appareils électroniques et informatiques	0,8	0,5	6,7	1,6	- 3,1	- 1,7	- 0,2	8	13,7
Autres biens culturels, récréatifs et équipements de loisirs	2,2	3,1	- 2,7	8,8	0,2	0,5	1,7	0	38,4
Services culturels et récréatifs	1,7	3,1	- 25,8	9,9	0,9	1,0	1,0	- 23	30,1
Presse, livres et papeterie	0,8	- 2,9	- 7,0	3,8	1,8	1,1	1,2	4	13,8
Éducation	0,4	2,7	- 8,2	3,3	0,9	1,6	1,8	- 10	6,1
Hôtels, cafés et restaurants	4,4	3,1	- 34,0	15,2	1,7	1,4	1,1	- 28	76,3
Autres biens et services, dont :	9,4	1,2	- 5,3	5,7	1,3	2,2	0,6	- 2	160,9
Soins personnels	1,7	1,1	- 10,7	5,4	0,2	0,6	0,8	- 7	30,1
Action sociale	1,5	0,3	- 10,7	6,5	1,9	1,2	0,6	- 5	25,4
Assurances	3,6	1,4	0,9	2,8	2,2	6,3	1,9	0	62,6
Sifim ²	0,2	2,6	4,3	1,8	- 0,7	- 17,5	- 19,7	1	4,2
Correction territoriale	- 0,5	- 2,5	- 54,3	16,9	0,8	0,7	2,1	- 52	- 8,3
Dépense de consommation des ISBLSM³	3,0	1,3	- 6,5	5,9	1,0	4,7	0,7	- 3	52,3
Dépense de consommation des APU⁴, dont :	23,4	1,2	- 5,7	8,4	0,4	9,5	- 1,3	- 1	402,9
Santé	11,5	2,5	- 2,9	12,2	- 0,3	8,2	- 0,3	3	198,4
Éducation	6,2	0,5	- 6,2	5,2	1,1	8,1	- 2,5	- 2	106,4
Action sociale	3,5	- 0,5	- 5,0	3,1	1,1	8,5	1,1	- 1	59,7
Logement	0,8	- 1,5	1,6	- 6,1	0,3	0,5	0,5	- 1	13,9

¹ Loyers effectifs et loyers imputés.

² Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

³ Dépense de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages.

⁴ Dépense de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

Note : données présentées en nomenclature fonctionnelle et donc différentes des données présentées en nomenclature produit dans d'autres publications.

Lecture : en 2021, la dépense de consommation finale des ménages en hôtels, cafés et restaurants croît de 15,2 % en volume (après - 34,0 %). Elle reste cependant inférieure de 28 points au niveau qui serait obtenu en prolongeant la tendance observée entre 2015 et 2019 aux années 2020 et 2021.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

se rapprochent du niveau de leur tendance d'avant-crise (- 4 points), mais les hôtels en sont très loin (- 40 points).

Les services culturels et récréatifs toujours moins fréquentés qu'avant la crise sanitaire

La dépense en loisirs et culture rebondit (+ 7,4 % après - 11,6 %), avec des effets contrastés selon les postes de dépenses.

Malgré un ralentissement, les dépenses en appareils électroniques et informatiques continuent de croître à un rythme plus soutenu que la moyenne observée entre 2015 et 2019 (+ 1,6 % contre + 0,5 %). Elles restent donc nettement supérieures à leur tendance d'avant-crise (+ 8 points).

Les dépenses en autres biens culturels, récréatifs ou en équipements de loisirs se ressaisissent (+ 8,8 % après - 2,7 %) et retrouvent leur niveau de tendance d'avant-crise. Les dépenses en articles de sport progressent (+ 13,6 % après - 10,9 %), tout comme les achats de plantes et fleurs (+ 10,0 % après - 7,0 %) traduisant un fort engouement des ménages pour le jardinage. Les dépenses en animaux et accessoires pour animaux continuent de croître au même rythme que l'an passé (+ 4,1 %). Le marché des jeux et jouets se stabilise : les achats en consoles de jeux restent en forte augmentation (+ 13,9 % après + 10,7 %) sous l'effet de l'arrivée de nouveautés sur le marché et malgré les difficultés d'approvisionnement, ceux en jeux vidéos chutent (- 7,2 % après + 21,4 %) et ceux en jeux et jouets restent stables (+ 0,5 % après + 1,5 %).

Les dépenses en services culturels et récréatifs augmentent fortement (+ 9,9 % après - 25,8 %) mais restent très en deçà de leur tendance d'avant-crise (- 23 points). En 2021, les cinémas et les théâtres ont dû fermer une partie de l'année puis respecter des jauges d'accueil. Les remontées mécaniques ont dû fermer pendant l'hiver. Enfin, les achats des ménages en presse, livres et papeterie progressent, pour la première fois depuis 2007, portées par ceux de livres.

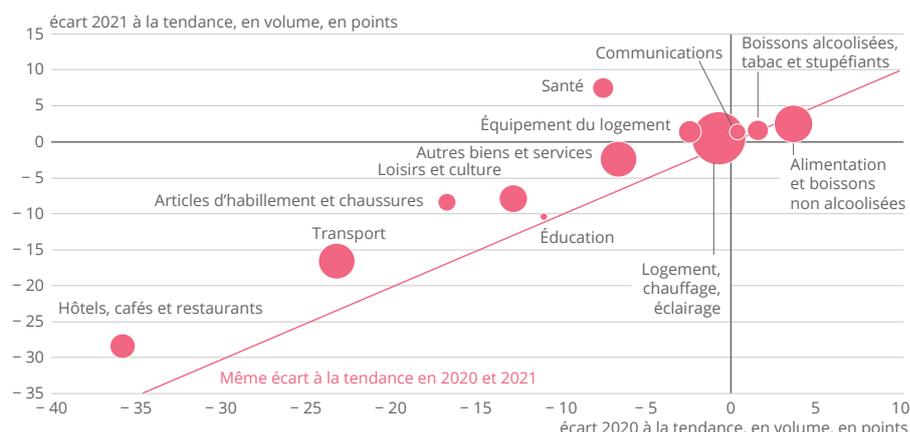
Une reprise modérée pour les dépenses en habillement et chaussures

Les dépenses en articles d'habillement et en chaussures augmentent nettement en volume, respectivement de 8,7 % et de 12,7 %. Malgré ces hausses, la consommation ne retrouve pas le niveau de sa tendance d'avant-crise (- 8 points), en raison notamment de périodes de fermetures de magasins imposées en 2021.

La consommation en santé soutenue par les tests et les vaccins

Les dépenses en santé et en éducation sont en grande partie prises en charge par les administrations publiques, la quasi-totalité

► 2. Écart des composantes de la dépense de consommation finale des ménages à leur tendance 2015-2019 en 2020 et 2021



Note : la surface de chaque cercle est proportionnelle au poids de chaque dépense dans la consommation finale des ménages.

Lecture : en 2020, la dépense de consommation finale des ménages en santé était inférieure de 8 points en volume au niveau qui est obtenu en prolongeant la tendance observée entre 2015 et 2019 au point 2020. En 2021, elle est supérieure à cette même tendance prolongée (8 points).

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

► 3. Taux d'épargne et évolutions de la consommation, des prix et du revenu

	Moyenne annuelle 2015 à 2019	2019	2020	2021
Consommation effective (en volume)	1,4	1,5	- 6,5	6,0
Dépense de consommation (en volume)	1,5	1,8	- 6,7	5,2
Prix de la consommation effective	0,7	0,9	2,9	0,9
Prix de la dépense de consommation	0,8	0,8	0,9	1,6
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté	1,5	2,1	- 1,4	3,7
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté par unité de consommation (UC)	0,5	1,6	- 1,9	3,2
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	1,6	2,6	0,2	2,3
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut par UC	0,5	2,0	- 0,3	1,9
Pouvoir d'achat du revenu arbitral	0,9	2,8	0,2	2,1
Pouvoir d'achat du revenu arbitral par UC	0,6	2,2	- 0,2	1,7
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	14,3	15,1	20,9	18,7
Taux d'épargne financière (en % du revenu disponible brut)	4,5	4,6	11,6	7,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

pour l'éducation et 79 % pour la santé. Le reste est payé par les ménages. Les dépenses en santé financées par les administrations publiques progressent nettement en volume (+ 12,2 %). Les services médicaux (+ 17,0 %) et paramédicaux ambulatoires (+ 44,2 %) contribuent fortement à cette hausse en raison de la reprise de l'activité, mais aussi de l'envolée des dépenses en analyses de laboratoire portées par la prise en charge des tests de dépistage de la Covid-19 (+ 131,2 %) et du financement de la campagne de vaccination contre la Covid-19. Les services des dentistes connaissent un rebond, contrecoup de l'arrêt de l'offre de soins durant une partie de l'année 2020 et de la mise en place, puis de l'élargissement, du « 100 % santé » dentaire.

Les dépenses de santé financées par les ménages, avant prise en compte des remboursements mutuelles, rebondissent aussi de façon marquée (+ 17,5 % après - 6,5 %). Dans un contexte de reprise de l'activité, tous les postes de dépenses augmentent, mais plus particulièrement les dépenses en optique, en prothèses auditives et dentaires (réforme du « 100 % santé »), ainsi que les dépenses liées à la crise

sanitaire (masques de protection sanitaire, tests qui n'ont plus été pris en charge à 100 % pour tous les ménages à partir d'octobre).

Les dépenses des ménages en enseignement portées par la formation professionnelle

Les dépenses en éducation prises en charge par les administrations publiques augmentent en volume (+ 5,2 % après - 6,2 %) malgré l'imposition d'une semaine de vacances supplémentaire et de la fermeture de classes en cas de Covid détecté. L'ouverture des établissements scolaires, plus massive qu'en 2020, un moindre décrochage et une plus grande intensité des cours suivis par les élèves, expliquent cette hausse. Les dépenses en valeur en éducation (estimées par la somme des coûts, [Cochard, Cuvilliez, 2021]) ont été dynamisées (+ 2,5 % après + 1,4 %) par la revalorisation des salaires de certaines catégories d'enseignants. Compte tenu du fort rebond du volume en 2021, le prix est en baisse (- 2,5 % en 2021, après + 8,1 %).

Les dépenses d'éducation financées par les ménages augmentent en volume (+ 3,3 % après - 8,2 %), portées par la très nette reprise des formations pour adulte et de la formation continue (+ 20,0 % après - 4,4 %).

Une reprise très partielle des dépenses des touristes étrangers en France

En 2021, la correction territoriale, soit la consommation des résidents en dehors du territoire français (29,2 milliards d'euros) diminuée de la consommation des non-résidents sur le territoire français (37,4 milliards d'euros), s'établit à - 8,3 milliards d'euros, loin de son niveau d'avant-crise (- 16,0 milliards d'euros en moyenne entre 2015 et 2019). En 2021, les dépenses à l'étranger des résidents français ont crû légèrement plus que celles des étrangers en France (respectivement + 18,5 % et + 18,1 %, après - 46,5 % et - 48,5 % en 2020).

Le pouvoir d'achat des ménages progresse

En valeur, le revenu disponible brut (RDB) des ménages progresse de 4,0 % en 2021, plus vite qu'en 2020 (+ 1,1 %), dans un contexte de forte reprise de l'activité économique. Dans le même temps, le prix de la dépense de consommation finale accélère aussi (+ 1,6 %, après + 0,9 % en 2020), sous l'effet de la montée des prix de l'énergie ► **figure 3**. Au total, le **pouvoir d'achat** du RDB augmente de 2,3 % en 2021 (après + 0,2 % en 2020). Cette progression inclut toutefois un effet démographique : une fois ramené au niveau individuel et en tenant compte de l'évolution de la taille des ménages, le pouvoir d'achat par unité de consommation rebondit nettement : + 1,9 %, après - 0,3 % en 2020.

Les dépenses de consommation des ménages rebondissent en valeur (+ 6,9 % après - 5,9 %), plus fortement que la progression du RDB, si bien que le taux d'épargne des ménages, qui avait atteint un pic en 2020, baisse de 2,3 points pour s'établir à 18,7 % du RDB. Il reste néanmoins à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2015 et 2019 (14,3 %). Une fois déduites les dépenses dites **pré-engagées**, le pouvoir d'achat du **revenu arbitral** par unité de consommation progresse plus modérément (+ 1,7 %, après - 0,2 % en 2020) que le pouvoir d'achat du RDB. Difficilement renégociables à court terme, les dépenses pré-engagées, plus résistantes à la crise en 2020, augmentent en 2021 un peu plus que le RDB en valeur (+ 4,4 % en valeur, contre + 4,0 %). ●

Alice Cochard, Maryse Fesseau,
Fanch Morvan (Insee)



Retrouvez les données en téléchargement sur www.insee.fr

Direction générale :
88 avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex

Directeur
de la publication :
Jean-Luc Tavernier

Rédaction en chef :
B. Lhommeau,
S. Pujol

Rédaction :
A. Évrard,
P. Goarant

Maquette :
Luminess

@InseeFr
www.insee.fr

Code Sage : IP221908
ISSN 0997 - 6252
© Insee 2022
Reproduction partielle
autorisée sous réserve de
la mention de la source et
de l'auteur



► Méthodes

Dans l'ensemble de cette étude, les évolutions sont exprimées en volume, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

Mesure de l'écart à la tendance annuelle d'avant-crise

La comparaison des niveaux de consommation à la tendance annuelle d'avant-crise a été réalisée en calculant le niveau qu'aurait eu la consommation si la tendance observée entre 2015 et 2019 avait été prolongée en 2020 et 2021. Pour cela, des niveaux 2021 et 2020 ont été calculés par régression linéaire sur une tendance temporelle entre 2015 et 2019. L'écart à cette tendance est annuel. Trimestriellement, la consommation a sur certains postes pu retrouver ou s'écarter davantage de cette tendance sur certains trimestres plus particulièrement.

En 2021, la consommation finale des ménages se rapproche de sa tendance d'avant-crise mais reste en retrait de - 4 points.

Calcul de l'écart à la tendance d'avant-crise : dépense de consommation des ménages

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Volume chaîné (en Md€) (a)	1 083	1 102	1 118	1 129	1 150	1 072	1 128
Tendance 2015-2019 (en Md€) (b)	1 084	1 100	1 116	1 132	1 149	1 165	1 181
Écart (en points) = (a-b)/b	///	///	///	///	///	- 8	- 4

/// : absence de résultat due à la nature des choses.

Note : la tendance 2015-2019 correspond à la régression linéaire sur les années 2015-2019.

Lecture : en 2021, la dépense de consommation des ménages s'élève à 1 128 Md€, soit 4 points de moins de pourcentage que si elle avait suivi sa tendance 2015-2019 en volume où elle aurait atteint 1 181 Md€.

► Définitions

La **dépense de consommation finale des ménages** comprend les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins.

La **consommation effective des ménages** inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part. La consommation effective des ménages comprend donc, en plus des biens et des services acquis par leurs propres dépenses de consommation finale, les biens et les services qui, ayant fait l'objet de dépenses de consommation individuelle des administrations publiques ou des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), donnent lieu à des transferts sociaux en nature de leur part vers les ménages.

Les **consommations individualisables** bénéficient directement aux ménages tout en étant prises en charge par la collectivité, en particulier de dépenses pour l'éducation, la santé, l'action sociale et le logement.

Les dépenses de consommation finale des ménages en logement incluent les **loyers réels** versés par les locataires (aides au logement déduites), mais également les **loyers imputés**. La notion de « loyer imputé » recouvre le service de location que se rendent à eux-mêmes les propriétaires de leur logement : à savoir, les loyers que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

Les **dépenses « pré-engagées »** correspondent à l'ensemble des dépenses des ménages réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Ces dépenses comprennent les dépenses liées au logement (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les loyers imputés), ainsi que celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ; les services de télécommunications ; les frais de cantine ; les services de télévision ; les assurances (hors assurance-vie) ; les services financiers (y compris, dans le cas de la comptabilité nationale, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés).

Le **revenu arbitral** est obtenu après déduction des dépenses pré-engagées du revenu disponible brut (RDB). Le **revenu disponible brut ajusté** (RDBA) correspond pour les ménages au revenu disponible (RDB) augmenté des transferts sociaux en nature contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages. Le **pouvoir d'achat** du RDB est égal au RDB déflaté à l'aide de l'indice des prix des dépenses de consommation finale des ménages. Le pouvoir d'achat du RDBA est égal au RDBA déflaté à l'aide de l'indice des prix de la consommation effective des ménages.

► Pour en savoir plus

- Amoureux V., Héam J.-C., Laurent T., « Les comptes de la Nation en 2021 - Fort rebond de l'activité et hausse du pouvoir d'achat des ménages », *Insee Première* n° 1904, mai 2022.
- Cochard A., Cuvilliez J., « En 2020, la consommation des ménages chute, tandis que le pouvoir d'achat résiste », *Insee Première* n° 1864, juin 2021.

Direction générale :
88 avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex

Directeur
de la publication :
Jean-Luc Tavernier

Rédaction en chef :
B. Lhommeau,
S. Pujol

Rédaction :
A. Évrard,
P. Goarant

Maquette :
Luminess

@InseeFr
www.insee.fr

Code Sage : IP221908
ISSN 0997 - 6252
© Insee 2022
Reproduction partielle
autorisée sous réserve de
la mention de la source et
de l'auteur

